



CAHIER DU FORMATEUR

**L'EXPERIENCE
DU QUÉBEC
EN ÉCONOMIE
SOCIALE**

Organismes à but non lucratif et coopératives

Produit par Chantier de l'économie sociale, 2009
4200, rue Adam, Montréal (Québec) H1V 1S9

AVANT-PROPOS

Depuis plusieurs années, le Chantier de l'économie sociale contribue à une multitude d'activités sur la promotion et le développement de l'économie sociale à travers le Québec, bien sûr, mais aussi à travers le Canada. Ainsi, au fil des ans, des partenariats solides se sont créés entre les organisations œuvrant dans le domaine de l'économie sociale et du développement économique communautaire.

Au Québec, notamment depuis le Sommet sur l'économie et l'emploi en octobre 1996, l'ensemble des acteurs de l'économie sociale ont travaillé à la création d'outils financiers adaptés aux entreprises d'économie sociale. Ces outils ont grandement favorisé l'éclosion et le développement d'entreprises d'économie sociale tel que nommées au Québec.

En 2007, quelques organisations partenaires se sont concertées pour avoir accès à l'expertise québécoise en matière de financement des entreprises d'économie sociale. De là est né l'idée de concevoir le projet *La finance solidaire et le secteur communautaire: le transfert des acquis d'une décennie d'innovation au Québec*. Ressources humaines et développement social Canada apportait sa contribution financière pour la réalisation du projet sur une période d'une année.

Les organisations partenaires au projet sont : Centre Canadien pour le Renouveau Communautaire, Connections Clubhouse, Économie solidaire de l'Ontario, Edmonton Community Foundation, Enterprising Non-Profits et le Réseau canadien de Développement économique communautaire avec le Chantier de l'économie sociale.

C'est au printemps 2008 que le Chantier de l'économie sociale a débuté le projet en constituant un comité d'orientation dont le rôle était de participer à l'adaptation des outils financiers existants et à l'organisation de sessions de consultation et de sessions test auprès des intervenants en économie sociale. Ce processus visait à comprendre les différences régionales à travers le Canada et à concevoir du matériel de formation adapté.

Le présent cahier fait partie d'un ensemble de thèmes lié à l'analyse et au financement des entreprises d'économie sociale.

¹ Dans le cadre de ce Sommet, le gouvernement provincial a rassemblé les leaders de l'entreprise privée, des syndicats, de l'éducation, des mouvements associatif, communautaire et coopératif en vue de trouver des solutions pour redémarrer l'économie du Québec.

REMERCIEMENTS

Un tel projet n'aurait pu voir le jour sans l'implication et la participation de plusieurs personnes. Nous remercions tout particulièrement les membres du comité d'orientation, soit Michelle Colussi, Éthel Côté, Martin Garber-Conrad, Norman Greenberg, David Lepage et Brendan Reimer pour leurs connaissances des réalités régionales canadiennes et leur expertise en économie sociale et en développement économique communautaire.

Nous remercions également les participants aux différentes sessions de consultation qui ont apporté des commentaires judicieux : Alain Keutcha, Anne Jamieson, Annie Dell, Bryn Sadownik, Carroll Murray, Catherine Ludgate, Cindy Coker, David Upton, Denyse Guy, Dolores Le Vangie, Eli Malinsky, Elizabeth L. Green, Garry Loewen, Jen Heneberry, Margot Smart, Marty Donkervoort, Matthew Thompson, Mike Hayes, Paul Chamberlain, Paul Crane, Penelope Rowe, Seth Asimakos, Stacey Corriveau, Tim Beachy, Tonya Surman.

Enfin, nous ne pourrions passer sous silence le travail de Nancy Neamtan, présidente-directrice générale du Chantier de l'économie sociale, qui a été une personne phare dans la conception et la réalisation de ce projet.

INTRODUCTION

Le travail d'adaptation des outils financiers était un défi de taille car l'expérience du Québec est particulière, ne serait-ce que par sa langue, mais aussi par sa culture et ses pratiques en économie sociale. Les réalités canadiennes sont aussi différentes d'une région à l'autre.

Par exemple, au Québec, le terme entreprise d'économie sociale est utilisé alors qu'ailleurs au Canada on privilégie entreprise sociale ou entreprise communautaire. De la même manière, les concepts de troisième secteur, d'économie solidaire, de développement économique communautaire circulent pour parler d'une approche différente de la production et/ou de la vente de biens et de services pour le bénéfice de la communauté.

Aussi, le terme *entreprise sociale* a fait consensus entre les partenaires du projet pour nommer cette forme d'entrepreneuriat issu de la communauté. Faire un choix comporte cependant des limites, car chacune des régions du Canada s'est développée selon sa géographie, sa culture, son histoire et un seul concept peut difficilement illustrer toute cette richesse. Pour pallier les lacunes d'une terminologie éclatée, un glossaire explique certains termes qui peuvent créer confusion.

Il est donc suggérer de prendre connaissance de la définition de l'économie sociale telle qu'élaborée par les principaux acteurs du domaine au Québec ainsi que de la définition d'une entreprise sociale.

Enfin, l'objectif de la démarche est d'aller au-delà des divergences afin de mettre l'accent sur les points de convergence et de rendre accessible une expertise qui peut servir les intérêts de tout intervenant dans le domaine de l'économie sociale au Canada.

À qui s'adresse ce matériel

Ce cahier a été conçu pour les formateurs qui désirent faire une intervention de formation ou de sensibilisation dans le domaine de l'économie sociale.

La session *L'expérience du Québec en économie sociale* peut servir d'introduction à une démarche de formation en petit groupe sur l'analyse de projets des entreprises sociales (les deux autres thèmes de la série sont : *Modèle d'analyse des entreprises sociales* et *Analyse financière des entreprises sociales*). L'approche vise alors à engager une discussion avec des praticiens sur les points de divergence et de convergence entre l'expérience du Québec en économie sociale et l'expérience de la région visitée. En fin de présentation, il y a une synthèse des parallèles identifiés qui peuvent être réinvestis dans la pratique des participants.

Par ailleurs, cette session peut également prendre la forme d'une présentation à un plus large auditoire en vue d'amorcer un travail de sensibilisation sur le financement des entreprises sociales. Cet auditoire pourrait être composé de financiers, de fonctionnaires ou de gestionnaires de fonds. Dans ce cas, la discussion sur les parallèles des deux contextes sera beaucoup plus limitée étant donné le plus grand nombre de participants et l'objectif plus global de sensibilisation.

Le cahier du formateur est organisé en quatre colonnes : thème, contenu, supports et durée. Le « thème » fait référence aux éléments du contenu traité pendant l'atelier tandis que le « contenu » présente la séquence des activités de formation. Dans la colonne « supports » il y a une référence aux outils, comme par exemple un lien avec la présentation « PowerPoint » qui fait partie intégrante de l'atelier ainsi que des textes ou des exercices à distribuer. Enfin, la dernière colonne donne un temps approximatif à consacrer aux activités de formation. À la toute fin du cahier, il y a une section « annexe » qui collige la documentation nécessaire à la tenue de l'atelier.

CAHIER DU FORMATEUR

L'EXPÉRIENCE DU QUÉBEC EN ÉCONOMIE SOCIALE

Objectifs

- Prendre connaissance de l'expérience du Québec dans le domaine de l'économie sociale.
- Être capable de faire des parallèles avec le contexte régional de la province visitée (particulièrement en termes de défis).

Éléments de contenu

- Définitions : Économie sociale / DEC
- « Modèle québécois » - bref historique
- Percées majeures
- Avancées significatives
- Portrait de l'économie sociale au Québec
- Leçons - Défis
- Conclusion

Approche : sous forme de présentation avec questions-réponses

Durée suggérée de la session : environ 1 h 30

Matériel pour les participants : texte de présentation « PowerPoint »

Public cible : financiers, formateurs, consultants, accompagnateurs des entreprises sociales, gestionnaires de fonds

Textes de soutien pour le formateur

1. L'économie sociale: Quebec's policy environment, presentation by Nancy Neatman, President of the Chantier de l'Économie sociale – symposium 2004 : changes... challenges ... new directions – Canadian Centre for Philanthropy – September 21, 2004
<http://www.chantier.qc.ca/uploads/documents/publications/ccpspeech2.doc>
2. Économie sociale et développement économique communautaire au Canada : prochaines étapes relatives aux politiques publiques – Document de réflexion préparé par Le Chantier de l'Économie sociale en collaboration avec Le Réseau canadien de développement économique communautaire (RCDÉC) et L'Alliance de recherche Universités-communautés en économie sociale (ARUC-ÉS) - Septembre 2005
http://www.chantier.qc.ca/uploads/documents/categories_publications/final_issues_paper_fr.pdf
3. Social Economy and community economic development in Canada : next steps for public policy – Issues paper prepared by Chantier de l'Économie sociale in collaboration with The Canadian Community Economic Development Network (CCEDNet) and Alliance de recherche Universités-communautés en économie sociale (ARUC-ÉS) – Septembre 2005
http://www.chantier.qc.ca/uploads/documents/categories_publications/issues_paper21sept_final.pdf
4. Intervention de Nancy Neatman, Conférence d'ouverture au Congrès canadien sur le DEC et l'économie sociale – mai 2004
http://www.chantier.qc.ca/uploads/documents/publications/interv_nneamtan-tr.doc
5. The Social Economy in Quebec. Paper presented to 2006 BALTA Forum, October 2006 – Marguerite Mendell – Concordia University
<http://auspace.athabasca.ca:8080/dspace/handle/2149/1333>
6. Plan d'action gouvernemental pour l'entrepreneuriat collectif, Économie sociale – Pour des communautés plus solidaires, Gouvernement du Québec, 2008.
http://www.mamrot.gouv.qc.ca/regions/regi_econ_plan_acti.asp
7. Site internet du RISQ : <http://www.fonds-risq.qc.ca/francais/mission.htm>
8. Site internet de la Fiducie du Chantier de l'économie sociale : <http://fiducieduchantier.qc.ca/>

Thème	Contenu	Supports	Durée
Accueil et présentation	<ol style="list-style-type: none"> Souhaiter la bienvenue aux participants. Introduire le contexte général du projet : S’inscrit dans une démarche de transfert de compétences / projet soumis par différents partenaires au Canada. <p>La finance solidaire et le secteur communautaire : le transfert des acquis d’une décennie d’innovation au Québec</p> <ol style="list-style-type: none"> Mentionner que la session actuelle tient lieu d’introduction pour mieux comprendre le contexte du Québec et faire des parallèles avec les différentes provinces du Canada. <p>Il existe deux autres thèmes :</p> <ul style="list-style-type: none"> Modèle d’analyse des entreprises sociales. L’analyse financière d’une entreprise sociale. <ol style="list-style-type: none"> Présentation du formateur. Présentation des partenaires du projet. Faire un tour de table : demander aux participants de se présenter (fonctions – rôle en économie sociale) et d’identifier une question ou un aspect pour lequel ils aimeraient trouver une réponse. Suggérer aux participants de poser leurs questions en tout temps afin d’alimenter la réflexion. 	<p>PowerPoint no 1</p> <p>PowerPoint no 2</p> <p>Inscrire les questions (attentes) au tableau multi-feuilles – afficher la feuille au mur</p>	15 minutes

Thème	Contenu	Supports	Durée
Accueil et présentation	<p>8. Revoir les questions (attentes) et s'assurer d'ajuster le tir si certaines questions ne sont pas traitées pendant la journée.</p> <p>9. Expliquer les objectifs et les points traités pendant la session - horaire - pause. Distribuer l'horaire.</p> <p>10. Mentionner que vous avez une approche participative et que vous souhaitez une journée dynamique basée sur l'échange et les discussions afin d'apprendre le plus possible ensemble. Il est aussi possible que parfois il y ait des écarts importants entre leur pratique et ce qui est présenté. Ils sont invités à soulever ces questions.</p> <p>11. Préciser que, en tant que formateur, votre rôle est de guider vers une direction et, en tout temps, les commentaires sont les bienvenus car ils traduisent leurs préoccupations.</p> <p>12. Par ailleurs, le temps est limité et vous vous donnez le rôle de gardien du temps pendant la journée. Distribuer le matériel.</p>	<p>PowerPoint no 3 L'horaire de la journée</p> <p>Distribuer la présentation PowerPoint aux participants</p>	

Thème	Contenu	Supports	Durée
Définitions : Économie sociale / DEC	<ol style="list-style-type: none"> 1. Introduire la nomenclature de termes pour parler de l'économie sociale : <ul style="list-style-type: none"> ● Certains ont déjà entendu ces termes qui sont utilisés de manière parfois équivalente / tout dépend de la région / pour décrire toutes sortes de concepts . ● De quoi s'agit-il exactement ? 2. Expliquer que, de manière générale, on s'entend pour dire que l'économie est constituée du secteur privé et du secteur public. Pour compléter le tableau, on doit ajouter l'économie sociale. 3. L'association de ces deux termes : économie et sociale est un jumelage qui surprend parfois – deux termes qui, pour certaines personnes, pourraient même être en opposition : <ul style="list-style-type: none"> ● Économie : renvoie aux activités concernant la production concrète de biens ou de services. ● Sociale : réfère à la rentabilité sociale – et non purement économique – des activités de production de biens et de services. La rentabilité sociale contribue à l'amélioration de la qualité de vie et du bien-être de la population. 4. Présenter la définition de l'économie sociale selon le Chantier de l'économie sociale : <ul style="list-style-type: none"> ● l'entreprise sociale a pour finalité de servir ses membres ou la collectivité plutôt que de simplement engendrer des profits et viser le rendement financier; 	<p>PowerPoint no 4</p> <p>PowerPoint no 5</p> <p>PowerPoint no 6</p> <p>Texte : Économie sociale et développement économique communautaire au Canada : prochaines étapes relatives aux politiques publiques</p> <p>PowerPoint no 7</p>	<p>15 minutes</p>

Thème	Contenu	Supports	Durée
<p>Définitions : Économie sociale / DEC</p>	<ul style="list-style-type: none"> ● elle a une autonomie de gestion par rapport à l'État; ● elle intègre dans ses statuts et ses façons de faire un processus de décision démocratique impliquant usagères et usagers, travailleuses et travailleurs; ● elle défend la primauté des personnes et du travail sur le capital dans la répartition de ses surplus et revenus; ● elle fonde ses activités sur les principes de la participation, de la prise en charge et de la responsabilité individuelle et collective. <p>5. Expliquer que, de manière plus spécifique, le secteur de l'économie sociale regroupe :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● coopérative financière : est une personne morale regroupant des personnes qui ont des besoins économiques communs et qui, en vue de les satisfaire, s'associent pour former une institution de dépôts et de services financiers. ● Mutuelle : Entreprise collective de prévoyance volontaire fondée sur un système d'engagements réciproques par lequel les membres d'un groupe unissent leurs efforts et, moyennant une cotisation périodique, s'assurent contre certains risques (maladies, accidents, etc.) en se garantissant les mêmes avantages et en excluant toute idée de bénéfice. 	<p>PowerPoint no 8</p>	

Thème	Contenu	Supports	Durée
<p>Définitions : Économie sociale / DEC</p>	<ul style="list-style-type: none"> ● Organisme d'action communautaire (associations, organismes de charité, organismes non gouvernementaux) : Les services et les produits offerts ne se situent pas dans une économie de marché parce que ceux-ci sont non tarifés ou impossible à tarifier. Ces organismes n'appliquent pas obligatoirement la philosophie entrepreneuriale dans leur mode de gestion. Les organismes dits « d'action communautaire » dont la mission est prioritairement tournée vers l'action sociale et politique (changement social, défense des droits, aide aux personnes, etc.) se retrouvent dans cet ensemble. <p>6. Ajouter que le secteur comprend enfin l'entreprise sociale :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● C'est une association de personnes, réunies dans un cadre démocratique, partageant des valeurs de solidarité et de développement durable pour réaliser ensemble cet objectif commun. C'est le sens de la mission sociale. ● C'est aussi une entreprise qui développe des activités économiques dans le cadre du marché concurrentiel en produisant et vendant des biens et des services, mais dont la raison d'être est de permettre à l'association de réaliser sa mission. ● Deux statuts juridiques principaux regroupent la majorité des entreprises sociales : la coopérative (Coop) et l'organisme sans but lucratif (OBNL). <p>7. Mentionner que pour le reste de la présentation, le terme entreprise sociale a été retenu et est donc utilisé comme son équivalent.</p>	<p>PowerPoint no 9</p>	

Thème	Contenu	Supports	Durée
<p>Définitions : Économie sociale / DEC</p>	<p>8. Présenter la définition du développement économique communautaire selon <i>Le Réseau canadien de développement économique communautaire</i> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le DÉC est une approche qui reconnaît que les défis économiques, environnementaux et sociaux sont interdépendants, complexes et changeants. • Pour être efficaces, les solutions proposées doivent puiser dans les connaissances locales et être mises en œuvre par les membres de la communauté. • Le DÉC favorise les approches globales tenant compte des besoins des personnes, des communautés et des régions, et reconnaît que ces trois niveaux sont interreliés. • Le DÉC constitue une solution de rechange aux approches conventionnelles de développement économique : les problèmes auxquels font face les collectivités, notamment le chômage, la pauvreté, la perte d'emploi, la dégradation de l'environnement et la délinquance, doivent être abordés d'une manière globale et participative. <p>9. Présenter la définition de l'entreprise sociale de la région visitée.</p> <p>10. Demander aux participants de ressortir les différences et les points de convergences avec le contexte régional lorsqu'on parle des définitions de l'économie sociale et du DEC ainsi que de l'entreprise sociale – le formateur peut aider.</p> <p>Il est suggéré au formateur de lire le texte de soutien Économie sociale.</p>	<p>PowerPoint no 10</p> <p>PowerPoint no 11</p> <p>Inscrire les différences et les points de convergence au tableau multi-feuilles</p>	

Thème	Contenu	Supports	Durée
<p>« Modèle québécois » / bref historique</p>	<p>1. Présenter le modèle du Québec d'après une brève description historique :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● L'économie sociale existe au Québec – au Canada et ailleurs - depuis fort longtemps mais n'était pas désignée de la sorte. ● L'économie sociale s'appuie sur une longue tradition québécoise. Les caisses populaires sont établies depuis plus de 100 ans. ● L'économie sociale au Québec a ses racines dans la culture populaire, dans les mouvements d'opposition. ● Révolution tranquille au Québec (1960): création des services publics; le gouvernement provincial a pris une place importante dans le développement économique. ● Mouvement syndical fort : 40% des travailleurs sont syndiqués au Québec. ● Mouvement communautaire fort depuis la fin des années 60 et le début des années 70. ● Mouvement coopératif fort, principalement dans le secteur financier et le secteur agricole. ● Tradition de rencontres tripartites depuis 1976 : sommets économiques impliquant le gouvernement, les syndicats et le secteur privé. ● Au début des années 80, il y a une crise économique importante, un fort taux de chômage; crise quant au rôle de l'État « providence », pousse au changement du modèle québécois. 	<p>Texte : L'économie sociale: Quebec's policy environment, presentation</p> <p>PowerPoint no 12</p> <p>PowerPoint no 13</p> <p>PowerPoint no 14</p>	<p>15 minutes</p>

Thème	Contenu	Supports	Durée
<p>« Modèle québécois » / bref historique</p>	<ul style="list-style-type: none"> ● Implication du mouvement syndical dans le développement économique : création du Fond de Solidarité de la FTQ, implication des syndicats dans le développement régional (Conseils de développement régional). ● Implication des organisations communautaires dans le développement économique local : création de la première corporation de développement économique et communautaire (1984) en contexte urbain. ● Reconnaissance du besoin de créer des organisations intermédiaires. ● Initiatives rurales pour contrer le déclin rural (Sociétés d'aide aux communautés, Solidarité rurale). ● Plusieurs organisations communautaires sont créées dans une multitude de secteurs : emploi, aide domestique, santé, services sociaux. ● Émergence des coopératives sociales (habitation, jeunesse, etc.) ● Caisse d'économie de la CSN : une coopérative financière dédiée aux initiatives de la communauté. <p>Il est suggéré au formateur de lire le texte de soutien de Nancy Neamtan pour avoir une meilleure compréhension de la description historique.</p> <p>2. Demander aux participants de ressortir les différences et les points de convergences avec le contexte régional.</p>	<p>PowerPoint no 15</p> <p>Inscrire les différences et les points de convergence au tableau multi-feuilles</p>	

Thème	Contenu	Supports	Durée
<p>Percées majeures</p> <p>Avancées significatives</p>	<p>1. Présenter les étapes importantes dans le développement de l'économie sociale au Québec. Les événements qui ont permis des avancées importantes telles que <i>La marche des femmes</i> en 1995 et le <i>Sommet de l'économie et de l'emploi</i> en 1996 qui a donné naissance au Chantier de l'économie sociale.</p> <ul style="list-style-type: none"> ● 1995 : <i>Marche des femmes contre la pauvreté</i> inclut une demande quant au soutien qui devrait être accordé à l'économie sociale. ● 1996 : <i>Sommet de l'économie et de l'emploi</i>, le mouvement social et le réseau communautaire sont des partenaires à part entière dans le processus. ● Un groupe de travail sur l'économie sociale présente un plan d'action ambitieux avec le soutien de tous les secteurs d'activités. ● Reconnaissance de l'importance de l'implication citoyenne dans le développement économique. ● Nouvelles politiques du gouvernement du Québec dans le soutien au développement économique communautaire et à l'économie sociale. ● La Politique de développement local (1997) aide à la création des Centres de développement locaux (CLD) qui inclut le mandat du développement de l'entrepreneurship collectif et de l'implication de la société civile. <p>Il est suggéré de consulter les documents concernant ces événements sur les sites internet de La Fédération des femmes du Québec et du Chantier de l'économie sociale ainsi que le texte de M. Mendell.</p>	<p>http://www.ffq.qc.ca/actions/pain-roses.html</p> <p>http://www.chantier.qc.ca</p> <p>Texte : The social Economy in Québec – M. Mendell</p> <p>PowerPoint no 16</p> <p>Texte : Économie sociale et développement économique communautaire au Canada : prochaines étapes relatives aux politiques publiques</p> <p>PowerPoint no 17</p>	<p>20 minutes</p>

Thème	Contenu	Supports	Durée
<p>Percées majeures</p> <p>Avancées significatives</p>	<ul style="list-style-type: none"> ● Reconnaissance et soutien financier des corporations de développement économique et communautaire dans les régions urbaines (fédéral, provincial, municipal). ● Politiques sectorielles pour l'entrepreneurship social: services de garde, aide domestique, logement social, recyclage, etc. ● Nouveaux outils financiers pour les entreprises sociales (garanties de prêt, RISQ, micro-crédit, Fondation, Investissement Québec, Fiducie du Chantier de l'économie sociale). ● Nouveaux modèles d'entreprises: coopératives de solidarité, organisations sans but lucratif. ● Nouvelles institutions et réseaux émergents rassemblant les entreprises collectives, réseaux de développement économique communautaire et local et les mouvements sociaux (Chantier de l'économie sociale, CSMO-ÉSAC). ● Nouvelles alliances de recherche avec les universités (ARUC-ÉS, Chaire de l'économie sociale). ● Émergence de réseaux internationaux : Lima-Québec-Dakar, Groupe d'économie solidaire du Québec, partenariats avec l'Amérique latine, l'Europe, l'Afrique. ● Partenariats avec les organisations de commerce équitable et les ONG de coopération internationale. 	<p>PowerPoint no 18</p> <p>PowerPoint no 19</p>	

Thème	Contenu	Supports	Durée
<p>Percées majeures</p> <p>Avancées significatives</p>	<ul style="list-style-type: none"> ● Ces 4 domaines sont interreliés de manière organique, c'est-à-dire qu'ils sont vivants, qu'ils se nourrissent et permettent le développement de l'ensemble de l'économie sociale. ● Structure de concertation : le Chantier de l'économie sociale est une coalition de 28 réseaux issus des entreprises sociales, des syndicats, des organisations de développement local et des mouvements de justice sociale. ● Outils financiers : RISQ, Investissement Québec, la Fiducie du Chantier de l'économie sociale, fonds spécialisés. ● Main-d'œuvre : Comité sectoriel de main-d'œuvre en économie sociale et en action communautaire, formations dédiées. ● Recherche : ARUC-ÉS <p>4. Demander aux participants de ressortir les différences et les points de convergences avec le contexte régional.</p>	<p>Inscrire les différences et les points de convergence au tableau multi-feuilles</p>	

Thème	Contenu	Supports	Durée
Portrait de l'économie sociale au Québec	<p>1. De manière plus concrète, présenter le portrait de l'économie sociale au Québec.</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Au Québec, il y a plus de 7000 entreprises sociales (OBNL – COOP) représentant 6% du PIB (excluant les coopératives financières et agricoles) ● Il y a plus de 125 000 personnes qui travaillent dans le domaine, ce qui génère un chiffre d'affaires de plus de 17 milliards de dollars annuellement, ce qui représente environ 6 % du PIB québécois. ● Réseaux de DEC ou d'organisations de développement local dans chaque communauté du Québec (CLD, SADC, CDEC, CDR, etc.) ● Reconnaissance de l'économie sociale comme partie intégrante de l'infrastructure socioéconomique. ● Depuis 1996, l'économie sociale a connu un essor fulgurant; plus de 20 000 nouveaux emplois enracinés partout au Québec dans des domaines variés : <ul style="list-style-type: none"> ■ Services de gardes pour les enfants d'âge préscolaire CPE- 1004 entreprises – 40 000 travailleurs. ■ Entreprises d'aide domestique – 103 entreprises – 6000 travailleurs – offre de service essentielle pour les personnes âgées. ■ 61 entreprises en gestion des matières résiduelles 1000 travailleurs – création d'un nouveau métier : valoriste. ■ Coopératives d'habitation – 14 000 unités de logement social réalisées depuis 1997. 	PowerPoint no 25	10 minutes
		PowerPoint no 26	

Thème	Contenu	Supports	Durée
Portrait de l'économie sociale au Québec	<ul style="list-style-type: none"> ● Depuis 11 ans, le RISQ a investi dans 484 projets. ● Pour un montant d'environ 11 M\$. ● Cela a contribué à la création ou au maintien d'environ 6000 emplois dans plusieurs secteurs d'activités : loisirs-tourisme, services, récupération-recyclage, commerce solidaire, culture, etc. <p>4. Présenter les investissements en 2007 – 2008 par la Fiducie du Chantier de l'économie sociale :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● La Fiducie du Chantier de l'économie sociale offre des prêts sans remboursement de capital avant 15 ans. Ce capital patient permet de soutenir les opérations et d'appuyer les investissements immobiliers (capital patient opérations et capital patient immobilier). Les montants investis sont entre 50 000 \$ et 1,5 M\$. ● Un montant de 6,9 millions \$ a été réparti entre 22 entreprises sociales œuvrant dans différents secteurs d'activités et dans différentes régions du Québec depuis le démarrage de la Fiducie en 2007. ● Ces investissements de la Fiducie généreront des investissements totaux de 36,4 M\$ et permettront la création et la consolidation de plus de 547 emplois. <p>Il est suggéré au formateur de prendre connaissance du travail réalisé par le RISQ et la Fiducie du Chantier de l'économie sociale sur leur site Web.</p> <p>5. Demander aux participants de ressortir les différences et les points de convergences avec le contexte régional.</p>	<p>PowerPoint no 29</p> <p>Site internet de la Fiducie du Chantier de l'économie sociale : http://fiducieduchantier.qc.ca/</p> <p>Inscrire les différences et les points de convergence au tableau multi-feuilles</p>	

Thème	Contenu	Supports	Durée
Leçons	<p>1. Présenter les principales leçons qui ont été tirées au Québec dans le développement de l'économie :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Dans plusieurs cas, les coopératives et les mouvements associatifs demeurent séparés. Au Québec, l'économie sociale réfère aux deux groupes, même si des tensions existent. ● Coexistence qui a dû être négociée. ● Dialogue entre les acteurs et le gouvernement. ● Processus lent. ● Besoin de construire un réseau des réseaux. ● Le processus demande au gouvernement de considérer son engagement dans l'économie sociale comme un investissement. ● N'accepte plus que l'économie et le développement économique soit le champ exclusif du secteur privé. À la place, nous parlons d'une économie plurielle : économie publique, économie privée et économie sociale. ● Les gouvernements n'ont le choix que d'ajuster leur façon de gouverner et de prendre en considération la diversité des réalités dans les différentes régions. ● Nécessité de transformer l'approche charitable en une approche de partenariat. ● Les citoyens ont été directement impliqués dans le développement de l'économie sociale, participant à son identité. <p>2. Demander aux participants de ressortir les différences et les points de convergences avec le contexte régional.</p>	<p>Texte : Intervention de Nancy Neamtan, Conférence d'ouverture au Congrès canadien sur le DEC et l'économie</p> <p>PowerPoint no 30</p> <p>PowerPoint no 31</p> <p>Inscrire les différences et les points de convergence au tableau multi-feuilles</p>	5 minutes

Thème	Contenu	Supports	Durée
<p>Défis</p>	<p>1. Présenter les défis pour les prochaines années :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Plusieurs barrières institutionnelles : les lois – les normes comptables qui ne reconnaissent pas les spécificités des entreprises sociales - l'absence d'évaluation appropriée qui reflète la valeur réelle d'une entreprise sociale. ● Des stratégies de commercialisation sont nécessaires pour développer des marchés pour les produits et les services de l'économie sociale. ● L'image de l'économie sociale: souvent associée avec des activités en marge - intégrer l'économie sociale dans le mouvement de la consommation responsable – des labels – du commerce équitable. ● Travailler sur le développement de la comptabilité et des indicateurs de rentabilité propres à l'économie sociale pour offrir des instruments de mesures appropriés. ● Développer les données sur l'économie sociale : développer des partenariats entre praticiens et chercheurs créant un environnement de recherche dynamique pour l'économie sociale. ● Produire un corpus de savoir sur l'économie social : créer des programmes collégial et universitaire dans des professions issues des secteurs de l'économie sociale. ● Construire nos propres capacités internes (les habiletés). ● Les entreprises sociales sont sous-capitalisées et ont besoin de financement : accès à l'investissement à long terme. <p>Il est suggéré au formateur de consulter le texte de soutien Intervention de Nancy Neamtan et de M. Mendell.</p> <p>2. Demander aux participants de ressortir les différences et les points de convergences avec le contexte régional.</p>	<p>PowerPoint no 32</p> <p>PowerPoint no 33</p> <p>Inscrire les différences et les points de convergence au tableau multi-feuilles</p>	<p>5 minutes</p>

Thème	Contenu	Supports	Durée
Conclusion	<ol style="list-style-type: none"> 1. Produire une synthèse des différents éléments traités (différences et convergences) avec les notes du tableau multi-feuilles. 2. Pour aider à la synthèse, ajouter que l'économie sociale est : <ul style="list-style-type: none"> ● Une force économique qui produit des biens et des services tout en contribuant à la création de richesses. ● Un mouvement social participant à la transformation de notre modèle de développement en faveur d'une économie plus inclusive et démocratique. ● Un mouvement de la société civile travaillant de concert avec le gouvernement et le secteur privé. 3. Ajouter que : <ul style="list-style-type: none"> ● Pour que l'économie sociale puisse prendre racine, il doit y avoir simultanément promotion des entreprises sociales et le développement de nouveaux instruments qui permettent leur émergence, leur consolidation et leur croissance. 4. Comment ces constats peuvent-ils être utiles ? 5. Faire un tour de table pour recueillir les commentaires. 6. Conclure et remercier les participants. 	<p>PowerPoint no 34</p> <p>PowerPoint no 35</p>	<p>5 minutes</p>

L'ÉCONOMIE SOCIALE AU QUÉBEC

DÉFINITION

Le concept d'économie sociale combine deux termes qui sont parfois mis en opposition :

- « **économie** » renvoie à la production concrète de biens ou de services ayant l'entreprise comme forme d'organisation et contribuant à une augmentation nette de la richesse collective.
- « **sociale** » réfère à la rentabilité sociale, et non purement économique de ces activités. Cette rentabilité s'évalue par la contribution au développement démocratique, par le soutien d'une citoyenneté active, par la promotion de valeurs et d'initiatives de prise en charge individuelle et collective. La rentabilité sociale contribue donc à l'amélioration de la qualité de vie et du bien-être de la population, notamment par l'offre d'un plus grand nombre de services. Tout comme pour le secteur public et le secteur privé traditionnel, cette rentabilité sociale peut aussi être évaluée en fonction du nombre d'emplois créés.

Pris dans son ensemble, l'économie sociale regroupe l'ensemble des activités et organismes issus de l'entrepreneuriat collectif, qui s'ordonnent autour des principes et règles de fonctionnement suivants :

- elle a pour finalité de servir ses membres ou la collectivité plutôt que de simplement engendrer des profits et viser le rendement financier;
- elle a une autonomie de gestion par rapport à l'État;
- elle intègre dans ses statuts et ses façons de faire un processus de décision démocratique impliquant usagères et usagers, travailleuses et travailleurs;
- elle défend la primauté des personnes et du travail sur le capital dans la répartition de ses surplus et revenus;
- elle fonde ses activités sur les principes de la participation, de la prise en charge et de la responsabilité individuelle et collective.

Qu'est-ce que le DÉC?

Le développement économique communautaire est une approche locale visant à créer des débouchés économiques et de meilleures conditions sociales, en particulier pour les personnes et les groupes les plus défavorisés.

DÉC est une approche qui reconnaît que les défis économiques, environnementaux et sociaux sont interdépendants, complexes et changeants.

Pour être efficaces, les solutions proposées doivent puiser dans les connaissances locales et être mises en œuvre par les membres de la communauté. Le DÉC favorise les approches globales tenant compte des besoins des personnes, des communautés et des régions, et reconnaît que ces trois niveaux sont interreliés.

Définition du Réseau canadien de Développement économique communautaire

D'autres définitions...

Une entreprise sociale est une entreprise qui génère des revenus avec des objectifs principalement sociaux et qui réinvestit ses surplus pour cette raison dans l'entreprise et/ou au profit de la communauté.

Définition tirée de **Créer de la richesse communautaire – Une ressource pour le développement d'entreprises sociales** – Canadian Centre for Community Renewal – Centre for Community Enterprise – sept. 2006

“Entreprises sociales” réfèrent à des entreprises exploitées par des organisations sans but lucratif, qu'elles soient des sociétés, des organismes de charité, ou des coopératives. Ces entreprises vendent des marchandises ou fournissent des services sur le marché avec l'objectif de créer un retour combiné sur investissement, tant financier que social. Leurs profits sont retournés à l'entreprise ou à une action sociale, plutôt que de maximiser des profits aux actionnaires.

Définition de **Enterprising Non-Profits Program**

<http://www.enterprisingnonprofits.ca>

Toutes les organisations sociales, dont le but principal peut être de rencontrer un besoin social ou issu de la communauté, ont une valeur économique : elles emploient des travailleurs, elles produisent ou achètent des marchandises et des services, elles possèdent des actifs et contribuent à l'économie de façons innombrables.

Définition tirée de **Social Innovation in Canada: How the non-profit sector serves Canadians ... and how it can serve them better.** Mark Goldberg, Canadian Policy Research Networks, 2004

Les entreprises sociales sont des entreprises générant des revenus avec des objectifs principalement sociaux, dont les surplus sont réinvestis en fonction de ces objectifs dans l'entreprise ou dans la communauté, plutôt que d'être orientées sur le besoin de dégager des profits aux actionnaires et propriétaires. Elles peuvent inclure des organisations sans but lucratif ou des entreprises telles que des coopératives et des corporations avec capital action mais dont les actions sont détenues par des organisations sans but lucratif.

Définition utilisée au Manitoba

Une entreprise sociale est une entité double

C'est une **association de personnes**, réunies dans un cadre démocratique, partageant des valeurs de solidarité et de développement durable pour réaliser ensemble cet objectif commun. C'est le sens de la mission sociale.

C'est aussi **une entreprise**, qui développe des activités économiques dans le cadre du marché concurrentiel en produisant et vendant des biens et des services, mais **dont la raison d'être est de permettre à l'association de réaliser sa mission.**

Deux statuts juridiques principaux regroupent la majorité des entreprises sociales : la coopérative (Coop) et l'organisme sans but lucratif (OBNL).

Cette définition est celle de **l'entreprise d'économie sociale** telle que véhiculée au Québec. Dans le cadre du projet actuel, le terme entreprise sociale a été retenu et est donc utilisé comme son équivalent.

Évaluation de l'atelier

Ce que j'ai appris de plus important aujourd'hui :

Encerclez le nombre correspondant à votre opinion.

	Désaccord			En accord			N/A
1. Les informations concernant les entreprises sociales étaient satisfaisantes	1	2	3	4	5	6	7
2. Les outils d'analyse proposés étaient adéquats	1	2	3	4	5	6	7
3. Les exercices étaient pertinents	1	2	3	4	5	6	7
4. Les échanges entre les participants étaient enrichissants	1	2	3	4	5	6	7
5. J'ai bien compris les concepts discutés	1	2	3	4	5	6	7
6. Le langage utilisé pour discuter des concepts étaient suffisamment accessible	1	2	3	4	5	6	7
7. Cet atelier sera utile pour ma pratique	1	2	3	4	5	6	7
8. La présentation de l'animateur était claire	1	2	3	4	5	6	7
9. Dans l'ensemble, cet atelier est approprié	1	2	3	4	5	6	7

1. Selon votre opinion, est-ce que la durée de l'atelier est :

Appropriée

Trop courte

Trop longue

2. Commentaires et suggestions :

Entreprise :

Date:

Chargée de projets : **Carole Couturier**

Impression : **Imprimerie du Progrès**

Conception graphique et production : **Coopérative de travail 1|20 média**

EN COLLABORATION :



CHANTIER
DE L'ÉCONOMIE SOCIALE



Edmonton
Community
Foundation



Ce document a été réalisé notamment grâce à la contribution financière du Programme de partenariats pour le développement social du gouvernement du Canada.

« Les opinions et les interprétations figurant dans la présente publication sont celles de l'auteur et ne représentent pas nécessairement celles du gouvernement du Canada. »